

La Coalition pour le retrait du Taser

(27 avril 2010)

Le 18 octobre 2007, M. Quilem Régistre décédait des suites de son arrestation au cours de laquelle il avait reçu six décharges d'un pistolet à impulsions électriques (*Taser*). Peu de temps auparavant M. Castagnetta, un résident de la Ville de Québec se trouvant sur la voie publique dans un état perturbé, recevait plusieurs décharges d'un pistolet *Taser* lors de son arrestation, bien qu'il n'était ni armé, ni agressif, avant de décéder le lendemain. À la suite de ces événements, une coalition d'organisations et de citoyens hautement préoccupés par l'utilisation du pistolet *Taser* par les forces policières a vu le jour.

Cette coalition, la *Coalition pour un moratoire immédiat sur l'utilisation du Taser*, demandait qu'une étude sérieuse, crédible et indépendante, soit faite sur les effets du *Taser* et sur son utilisation. En attendant les résultats de cette étude, la Coalition demandait un moratoire sur l'utilisation de cette arme.

Le 17 décembre 2007, le *Sous-comité permanent en emploi de la force* remettait son rapport sur l'utilisation du *Taser* au Québec. Le rapport du comité, dont 25 membres sur 26 sont liés aux services de police, à l'*École nationale de police du Québec* ou au *ministère de la Sécurité publique*, reprenait la thèse de la compagnie *TASER* à l'effet qu'il n'existe aucune preuve que le *Taser* soit une arme dangereuse pouvant causer la mort. Par ailleurs, une enquête de la CBC montrait qu'environ 10 % des armes testées en laboratoire ne rencontraient pas les spécifications des fabricants en termes de charges électriques libérées. Cette enquête a amené le ministre de la Sécurité publique à retirer temporairement le *Taser* de l'arsenal policier.

En octobre 2009, *Taser International*, le principal fabricant de ce type de pistolet à impulsions électriques, a émis un avis soulignant que les utilisateurs devaient éviter de viser certaines parties du corps. Cet avertissement émis après que plusieurs centaines de personnes soient décédées en Amérique du Nord au cours des dernières années, à la suite de l'utilisation du *Taser* vient contredire l'argument de tous ceux qui prétendent que le *Taser* est sécuritaire et sauve des vies.

Le 21 octobre 2009, la Coalition devenait officiellement la *Coalition pour le retrait du Taser* suite aux nouveaux développements dans le dossier du pistolet à impulsion électrique et aux recommandations de la compagnie *Taser International*, recommandant de ne pas viser la poitrine et reconnaissant que cette arme pouvait entraîner un arrêt cardiaque. Une des demandes de la Coalition consistait en la création d'une commission de la sécurité publique chargée d'étudier le dossier des pistolets à impulsions électriques et d'étudier la pertinence de retirer ces armes de l'arsenal policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Membres de la Coalition pour le retrait du *Taser* :

La Ligue des droits et liberté

La Ligue des Noirs du Québec

Amnistie internationale Canada francophone

Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon (Ville de Montréal)

Warren Allmand, ex-conseiller du district de Loyola (Ville de Montréal)

Line Goyette

Patrick Bolland

AGIR en santé mentale de Québec

Action Autonomie, Collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal

Alliance communautaire en santé mentale du Québec

Droits et recours Laurentides

Congrès national des Italo-canadiens, région de Québec

Francienne Registre (soeur de Quillem Registre)

Charlotte Mentzel, pour Les amis et collègues de Claudio Castagnetta